

La Refondation de l'économie

Par Dr Ahmed BENBITOUR

Février 2010

I. Etat des lieux

L'Algérie vit un moment historique important dans sa vie économique et politique.

En effet, voilà presque deux décennies que le peuple algérien paie de son sang, de ses larmes et de ses ressources matérielles et financières détruites hier et mal affectées aujourd'hui, le prix de la double transition politique et économique.

Mais, au moment où le pays dispose de tous les atouts pour achever ces transitions et s'engager dans un développement soutenu et durable, la machine des réformes est en panne.

D'où l'urgente nécessité de la mise en place des instruments capables de permettre le passage d'une économie administrée vers une économie de marché, et surtout, le passage d'une économie de rente basée sur l'avantage comparatif que procure l'exploitation d'une ressource naturelle non renouvelable (le pétrole et le gaz) vers une économie compétitive, diversifiée et ouverte sur l'économie mondiale, basée sur l'avantage compétitif que procurent le savoir, le savoir-faire, la bonne gouvernance et l'entrepreneuriat.

Le pays fait face à des défis majeurs et des périls certains alors qu'il dispose de potentialités importantes pour s'en sortir. Mais ces potentialités sont restées en jachère. Malgré l'aisance financière, les conditions de vie des citoyens se dégradent et le pays s'appauvrit parce que cette aisance financière est le résultat de l'exploitation d'une ressource non renouvelable, donc perdue à jamais.

C'est une économie vulnérable par la démographie, par les mauvais choix économiques concentrés sur l'exploitation d'une ressource naturelle non renouvelable et par l'aménagement du territoire où la population est extrêmement mal répartie.

C'est une économie volatile où la fiscalité ordinaire ne couvre que 60% des dépenses courantes. Autrement dit, sans fiscalité pétrolière, il faut baisser de 40% les dépenses de fonctionnement et dire adieu aux dépenses d'équipements. Les exportations hors hydrocarbures ne couvrent qu'à peine 5% des importations. Lorsque le prix du pétrole baisse de moitié, les recettes budgétaires tombent de 40%.

C'est une économie dépendante, puisque 98% des devises du pays viennent des hydrocarbures et 80% des recettes budgétaires viennent de la fiscalité pétrolière. Nous importons 75% des calories que nous consommons.

Notre économie est l'archétype de la malédiction des ressources à savoir une économie qui dispose d'un secteur de ressources naturelles (hydrocarbures dans le cas de l'Algérie) tourné vers l'exportation (98% en Algérie) qui génère de substantielles recettes publiques (80% des

recettes budgétaires en Algérie) mais qui, paradoxalement, engendre une stagnation économique et une instabilité politique. Bref, c'est un pays riche en ressources mais qui s'appauvrit chaque année malgré cette abondance.

En plus de cette situation préoccupante, l'Algérie doit faire face à quatre menaces :

- la baisse des capacités d'exportation d'hydrocarbures que nous pouvons situer autour de 2020. Aujourd'hui, il y a un consensus au niveau des différentes sources d'analyse pour situer le Peak Oil (le sommet de la courbe de production de pétrole) au niveau de la planète autour de l'an 2020 avec plus ou moins cinq ans. Autrement dit, le 21^{ème} siècle, sera le siècle du déclin de la production de pétrole et de gaz. Il deviendra alors difficile de financer le budget et de couvrir les besoins d'importations.
- la marginalisation au niveau international face aux changements accélérés dans le monde.
- la défaillance de l'Etat et l'installation durable dans la violence comme seul outil de règlement des clivages qui n'est pas à écarter.
- la convergence entre violence sociale et violence terroriste et l'installation dans le chaos qu'il faut absolument éviter.

Nous avons subi un premier avertissement, pour le moment sans frais lorsque les prix du pétrole ont chuté de \$US 147 en Juillet 2008 à moins de US\$ 40 à fin 2008, soit une baisse de plus de 70%, suite au déclenchement de la crise financière internationale,

Le chemin vers la stagnation économique, l'instabilité politique et l'appauvrissement, si nous ne changeons pas rapidement, sera caractérisé par six éléments :

- l'abondance des ressources accroît les anticipations et l'appétit des dépenses

Les autorités lancent des projets grandioses, sans effet immédiat sur le bien être des populations. D'où les réactions des individus qui veulent des bénéfices sans tarder. Alors l'éthique du travail risque d'en être sapée, avec pour conséquence le recul de la productivité. C'est ainsi que les autorités algériennes se sont lancées dans des dotations budgétaires supplémentaires chaque fois qu'il y a eu augmentation des recettes pétrolières. Ce fut le programme de relance de 7 Milliards US\$, puis le programme de soutien à la relance de 60 Milliards US\$, puis un autre programme de 300 Milliards US\$ et un autre programme annoncé... Tout se passe comme s'il suffisait d'annoncer des dotations budgétaires sans vision globale, sans stratégie de réalisation, sans analyse de la capacité d'absorption.

Dans ce contexte, les attentes de la population poussent les pouvoirs publics vers des réponses rapides. C'est alors des décisions hâtives, inappropriées et mal coordonnées.

L'accroissement des revenus fait diminuer la prudence et la vigilance. Il y a également la pression sur l'augmentation à la fois des dépenses et des transferts par le soutien des prix et autres types d'aides inefficaces et inappropriées. D'où le chemin vers la corruption.

En fait les autorités se trouvent devant le défi de répondre en même temps à la nécessité d'interventions publiques face aux urgences sociales pour le maintien de l'ordre public et la stabilité politique, ainsi que la nécessité de construire des institutions fortes pour la pérennité de la stabilité politique.

La première nécessité fait appel au pompier, la deuxième nécessité fait appel à l'architecte.

D'où l'exigence d'un autre niveau de gouvernance et de dirigeants qui peuvent être à la fois pompiers et architectes !

- La centralisation et partant la concentration des moyens budgétaires induits des investissements excessifs et imprudents.

Tels les projets de transfert de l'eau d'In Salah à Tamanrasset, la nouvelle ville de Hassi Messaoud au moment où toute la stratégie de réalisation de villes nouvelles comme Boughezzoul ou El-Goléa pour ne citer que celles-là, sont quasiment à l'arrêt. Sans parler du transfert de l'eau du Sud vers les Hauts plateaux ou la réalisation d'une raffinerie à Tiaret pour exporter les produits raffinés !

D'où la présence d'une corruption massive.

- La forte probabilité d'une épargne véritable négative.

S'agissant de l'exploitation de ressources non renouvelables, il faut s'intéresser à l'épargne véritable, par opposition à l'épargne financière ou la rente.

L'épargne véritable se calcule comme : L'épargne publique et privée financière, plus (+) les dépenses courantes dans l'éducation (qui reflètent la variation du capital humain immatériel), moins les amortissements, moins (-) l'épuisement des ressources naturelles, moins (-) les dommages causés par les polluants.

Donc l'épargne véritable correspond à l'accroissement (ou l'amenuisement) de la richesse nationale.

Autrement dit, chaque baril de pétrole et chaque mètre cube de gaz extraits du sous-sol sont au départ un appauvrissement de la Nation. L'utilisation qui est faite des recettes tirées de la vente ou l'exploitation de ces ressources naturelles fera qu'il y a eu enrichissement dans le cas d'épargne véritable positive ou appauvrissement dans le cas d'épargne véritable négative. A titre indicatif, 54% des recettes d'exportations des hydrocarbures en 2007 sont restés comme une accumulation de réserves de change à l'étranger. L'économie algérienne se spécialise dans la transformation d'une réserve non renouvelable (les hydrocarbures extraits du sous-sol) en une réserve volatile (les devises déposées à l'étranger).

Avec la croissance démographique l'épargne véritable doit être positive, pour maintenir le niveau de consommation par habitant. Sinon c'est l'appauvrissement massif des générations futures et c'est le cas de l'économie algérienne.

- Les revenus de l'abondance sont une invitation au lobbying non productif et la recherche de rente par les élites au lieu de consacrer leur énergie à des activités lucratives.

C'est alors l'installation des institutions favorables aux rentiers. D'où l'existence de conflits causés par le sentiment d'injustice qui s'accompagne par la violence sociale des émeutiers, surtout chez les jeunes, et aussi, l'avidité que peuvent susciter les rentes massives et qui s'accompagne par la violence terroriste, les rapt, les gangs et les vols.

- Les recettes venant de la fiscalité sur l'exportation des ressources naturelles, rompent les liens importants entre les citoyens et l'Etat, à cause de l'absence ou la faiblesse de la fiscalité directe.

Dans le cas de l'Algérie, la fiscalité ordinaire n'a couvert que 60% des dépenses de fonctionnement en 2007. Autrement dit on utilise les ressources non renouvelables du sous-sol pour payer une partie des salaires des fonctionnaires et autres dépenses courantes. D'où la très forte dépendance des hydrocarbures et la fragilité de l'économie algérienne. Il faut rappeler que la fiscalité ordinaire a couvert la totalité des dépenses de fonctionnement durant la décennie '1970.

- L'abondance de ressources encourage la concentration des pouvoirs au sommet.

L'accès au pouvoir signifie l'accès à la richesse et aux sources de richesse à venir. Le soutien politique se construit sur le clientélisme autour de réseaux régionaux ou économiques. C'est aussi le soutien des puissances internationales pour la garantie de l'approvisionnement en énergie de leurs économies.

Voilà, les six caractéristiques de l'économie fragilisée par « la malédiction des ressources ». Cela permet de mieux lire les comportements des institutions et des individus en Algérie.

Mais « la malédiction des ressources » n'est pas une fatalité. La Norvège, riche en pétrole, occupe la première place mondiale dans l'Indice de Développement Humain (l'IDH). Ce que la Norvège a réalisé, c'est de construire une économie de développement et de protection.

Une économie de développement et de protection, s'appuie sur une politique rigoureuse et efficace de transformation du capital naturel non renouvelable (les hydrocarbures) en capital humain générateur de flux de revenus stables et durables (investissements dans les ressources humaines : éducation, santé, savoir, compétences ...).

Aujourd'hui, la puissance d'une nation se mesure par sa capacité d'innovation, la qualité de son système éducatif et de son système de formation de managers.

Une conclusion majeure s'impose : les analyses les plus sérieuses prouvent que l'Algérie de la rareté d'hydrocarbures, c'est-à-dire l'Algérie de 2020, se distinguera par l'un des deux scénarii extrêmes :

- L'une, c'est une économie malade de la malédiction des ressources sans ressources naturelles, parce que épuisées ; doublée d'une économie marginalisée par la contagion au niveau de l'économie mondiale. Ce sera la dislocation de la Nation et la déliquescence de l'Etat.
- L'autre, c'est une économie de développement et de protection qui a éliminé la malédiction des ressources dans sa politique économique intérieure ; doublée d'une économie bien intégrée à l'économie mondiale qui a su profiter du rattrapage technologique. Ce sera l'Algérie de nos rêves. Pour cela, il faut un changement de système de gouvernance dans les meilleurs délais.

Notre responsabilité à tous est d'œuvrer au passage d'une économie fragilisée par « la malédiction des ressources », à savoir, l'exploitation d'un capital naturel non renouvelable, vers une économie de protection et de développement, à savoir, la formation d'un capital humain générateur de flux de revenus stables et durables.

Cela passe par la mise en œuvre d'une nouvelle politique économique pour faire de l'Algérie un pays prospère et développé.

Le scénario du changement vers une telle politique s'appuie sur des objectifs et des réformes qui vous sont présentées en seconde partie.